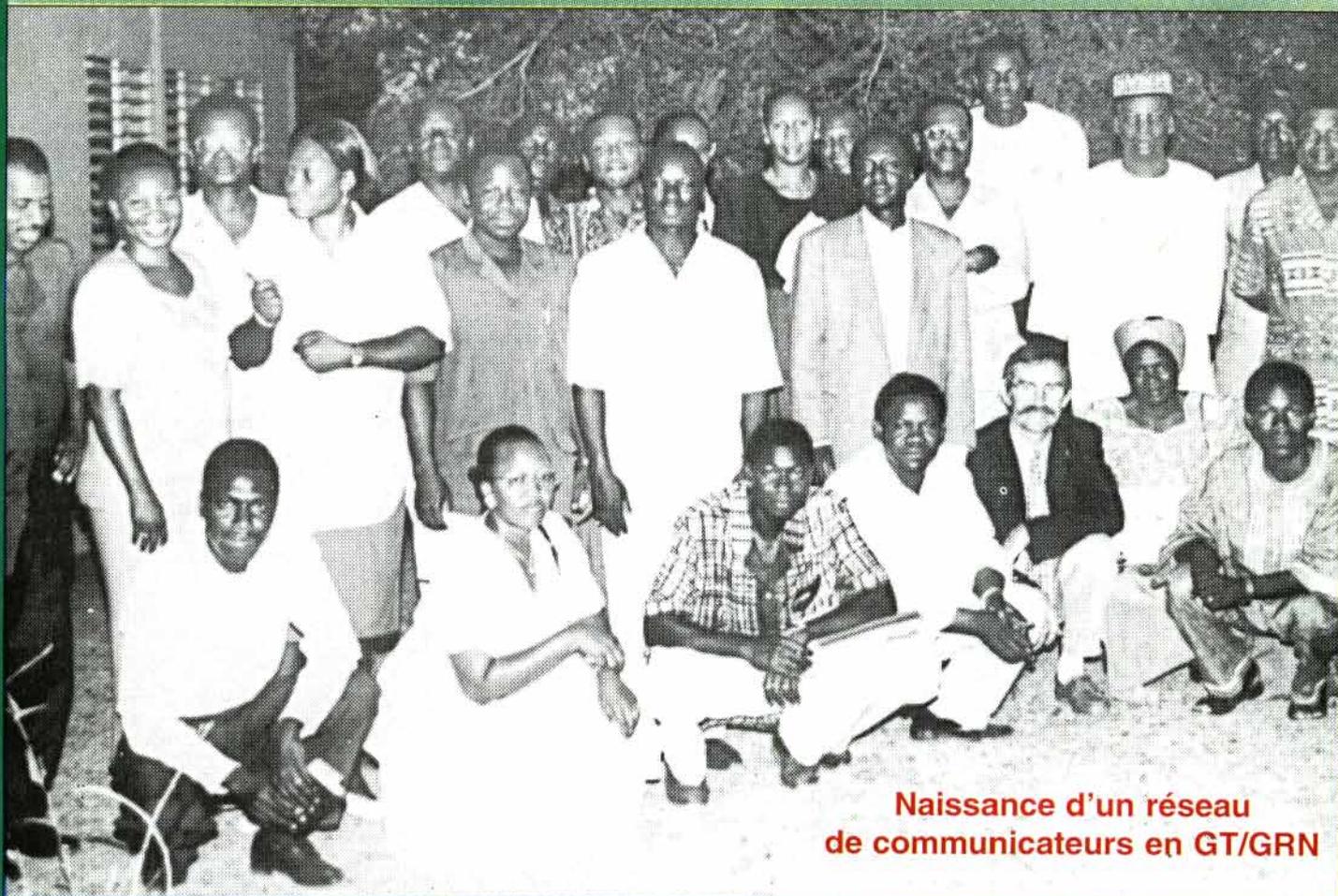




Bientôt des chambres d'agriculture au Burkina



**Naissance d'un réseau
de communicateurs en GT/GRN**

Photo de famille des Communicateurs et des autorités après la cérémonie de clôture de l'atelier de Koudougou

BOUGOURIBA

Des foyers rejettent des foyers améliorés

Sommaire

EDITORIAL	3
Naissance d'un réseau des communicateurs en GT/GRN.	
SOCIO-ECONOMIE	4
• Bougouriba : Vente de bois des Bûcherons dans l'engouement	
• Kouritenga : Les population aménagent leur bas-fonds	
• Au Burkina : Bientôt des chambres d'agriculture	
VIE INSTITUTIONNELLE	6
Bougouriba - IOBA : De nouvelles formes d'organisation paysannes	
Kouritenga : Des services techniques font un diagnostic participatif.	
VIE DANS LES TERROIRS	9
Bougouriba : Des foyers rejettent les foyers améliorés	
KénéDougou : Samorogouan : Des éléphants ravagent des champs.	
Gorom-Gorom : La mare d'Oursi se meurt	
Gnagna : Des boeufs noyés dans la "Faga".	
Zoundweogo : 70 agents de terrain formés à l'approche genre genre et développement.	
FORMATION	13
Bougouriba - IOBA : Un Forum pour les organisation paysanne.	
Gnagna : Des producteurs exécutent leur Micro-projets.	
FICHES TECHNIQUES	14
• Comment confectionner un niveau à eau ?	
• Comment exploiter votre niveau à eau.	
JEUX ET DETENTE	19
Humour et devinette.	

Comité de rédaction

Directeur de Publication
Korotimi KOTE

Rédacteurs en chef
Gervais SOMDA
Henri SENI

Secrétaires de rédaction
Mouhamed DRABO
Yacouba SANON

Où trouver Nouvelles des Terroirs ?

- OUAGADOUGOU
 - PNGT
 - DVA
 - DVTT
- BOBO-DIOULASSO
 - PNGT/UPGO/UGF
- DIÉBOUGOU
 - PNGT/UPGO/UGF
 - VARÉNA
- TENKODOGO
 - PDR/Boulogou
- MANGA
 - PDI/Z Manga
- BOGANDE
 - PNGT/UPGO
- KOUPELA
 - PNGT/UPGO
- ORODARA
 - PNGT/UPGO/UGF

Editorial

Un outil d'information et de formation

La revue "Nouvelle des Terroirs" est née pour améliorer la circulation de l'information entre les structures de gestion des terroirs et des ressources naturelles.

L'expérience nationale en matière de gestion des terroirs est marquée par une grande diversité d'interventions. Environ soixante dix (70) projets se réclament, en effet, de la gestion des terroirs au Burkina Faso.

L'inexistence d'un cadre d'échange d'expériences et d'informations entre ces projets constitue un frein à l'obtention rapide des résultats escomptés. Au regard de cette insuffisance, des acteurs de la gestion des terroirs ont décidé de mettre en place un réseau de communicateurs pour appuyer les actions des projets et ONG.

L'objectif du réseau est de mettre en place une stratégie de communication dans le domaine de la gestion des terroirs et des ressources naturelles. Pour l'élaboration de cette stratégie, le réseau entend capitaliser les expériences des intervenants du monde rural (projets, ONG, Etat, etc.), les diffuser à l'intérieur et à l'extérieur du Burkina Faso, à travers "Nouvelles des Terroirs". Cet organe a également pour vocation de soutenir les activités de formation et d'animation des structures intervenant dans la promotion du monde rural.

Le réseau est convaincu que la communication a un rôle capital à jouer dans le développement rural et ses colonnes restent ouvertes à tous les acteurs.

Longue vie à Nouvelles des Terroirs.

Korotimi KOTE
DVTT

Naissance d'un réseau des communicateurs en Gestion des Terroirs et des ressources naturelles pour relier les hommes et les structures

Le réseau des communicateurs en GT/GRN a vu le jour il y a cinq (5) mois sur l'initiative des acteurs du monde rural qui se sont retrouvés lors d'un atelier de formation organisé par le PNGT à Koudougou du 30 mars au 17 avril 1998.

Cet atelier avait pour but d'améliorer le niveau de connaissance des cadres chargés de la communication dans les projets GT/GRN et dans les directions de la vulgarisation agricole, pastorale et forestière.

A l'issue de la rencontre, les participants ont décidé de créer un réseau national des communi-

cauteurs pour améliorer la communication entre les structures et les acteurs intervenant dans le monde rural.

Les membres fondateurs de ce réseau proviennent de différentes structures, PDIZ/Manga, PDR/Boulgou, Projet VARENA, DEVAF, DVA, DVTT, CES/AGF, PATECORE/GTZ, PSB/Pays-Bas, PNGT.

Le réseau reste cependant ouvert à tous les communicateurs du monde rural.

Korotimi KOTE
DVTT

VENTE DE BOIS A LA BOUGOURIBA

Des bûcherons dans l'engouement

Les groupements de bûcherons de la zone aménagée du Programme national de gestion des terroirs (PNGT) de la Bougouriba, affichent une volonté d'améliorer les conditions de vente du bois mort.

Ces groupements villageois de bûcherons mis en place en 1994, avec l'appui de l'équipe du PNGT/Bougouriba, font percevoir une nette amélioration de leurs conditions de vie, grâce au revenu que leur procure la vente du bois.

Selon les règles de l'exploitation actuelle, la récolte et la vente du bois issue des jachères préservent l'équilibre entre la végétation et les sols.

Dans un passé récent, les populations autochtones de la zone d'intervention du PNGT/ Bougouriba, ignoraient l'exploitation du bois de chauffe à but commercial.

Aujourd'hui, la majorité des membres dynamiques des groupements ont chacun acheté, soit une radio, soit un vélo, ou d'autres biens de travail, pour accroître leurs productions et leurs revenus. L'organisation des populations en groupements d'hommes et de femmes de gestion forestières (GGF a été possible grâce aux efforts de sensibilisation et de conscientisation menés par l'équipe du PNGT/Bougouriba.

COMMERCIALISATION DU BOIS MORT répartition des sommes

Prix stère brut	=	1 750 FCFA
Fonds d'aménagements	=	250 FCFA
Fonds de roulement	=	100 FCFA
Taxe forestière	=	300 FCFA
Frais de chargement	=	50 FCFA
Revenu Bûcheron	=	1 000 FCFA

L'activité de commercialisation du bois, avant 1994, était réservée à une couche minoritaire de la population, notamment les migrants.

Aujourd'hui on note un regain d'intérêt, car la quantité et la qualité du bois croisse d'une campagne à l'autre.

Les techniques de conditionnement du bois mort, sont de plus en plus maîtrisées par les bûcherons, grâce aux formations dispensées et au suivi constant de l'équipe du PNGT/Bougouriba.

Des difficultés existent

Malgré tous les efforts des techniciens et l'intéressement des populations, quelques difficultés majeures demeurent, ce sont :

- La quantité importante du bois non vendu de la campagne en cours par faute d'accessibilité.
 - Le risque que le bois non vendu soit brûlé par des personnes mal intentionnées.
 - Les efforts supplémentaires qu'exige l'entretien de ces stocks de bois pour la vente à la campagne prochaine.
 - Les pertes de stères de bois dans certains cas, par un manque de suivi à divers niveaux de la chaîne de commercialisation.
 - Les groupements de bûcherons sont encore sous équipés en matériel de travail, notamment des charrettes de transport du bois sur les chantiers.
- L'exploitation et la commercialisation du bois de chauffe, sur les chantiers de la Bougouriba, déjà bien lancées, peuvent combler les pénuries et déficits de bois des villes de Bobo-Dioulasso et Diébougou, si les difficultés d'enclavement, de sous-équipement et autres citées plus haut sont aplanies.

Alex DABOU

PNGT/UGF/Bougouriba

KOURITENGA

Les populations aménagent leurs bas-fonds

L'Unité provinciale de gestion opérationnelle (UPGO) du Kouritenga a apporté son appui à l'aménagement de 30 ha de bas-fonds dans les villages de Gamboulsin, Dakonsin et Wabzonguin, dans le Département de Gounghin, d'avril à juin 1997.

L'aménagement comprend plusieurs ouvrages dont des diguettes déversantes qui permettent de retenir une lame d'eau de 30 cm pour la culture du riz.

Une commission départementale d'attribution des parcelles a été créée pour effectuer la redistribution des parcelles aménagées et régler tous les litiges qui surviendraient après l'attribution. Le préfet du département en est le président, le coordonnateur de l'UPGO en est le rapporteur, les services techniques et les représentants des populations en sont membres.

L'attribution des parcelles a été faite en priorisant les anciens exploitants et chaque ménage, conformément au souhait des populations, a bénéficié d'une parcelle de 1 500 m². En vue de limiter les conflits liés à l'attribution, les parcelles ont été numérotées et ont fait l'objet d'un tirage au sort.

La maîtrise de l'eau dans les bas-fonds permet de produire 600 kg de riz paddy par parcelle et pourrait procurer un revenu substantiel de 600 000 FCFA à raison de 100 FCFA le kg de riz. Ce qui représente un revenu substantiel pour les paysans.

Ferdinand S. NIKIEMA
PNGT/UPGO/Kouritenga

BIENTÔT DES CHAMBRES D'AGRICULTURE AU BURKINA

Mission d'explication à Manga

Les agriculteurs du Burkina disposeront de chambres d'agriculture d'ici fin 1999 dans le but de mieux organiser les producteurs dans le processus de développement national. Une mission d'explication a séjourné à Manga les 2 et 3 septembre 1998 pour rapporter l'information aux partenaires du développement rural. Les chambres auront pour objectifs de :

- Répondre de l'ensemble de la profession agricole (toutes catégories confondues) dans les rencontres de conception et de mise en oeuvre des politiques et programmes de développement.
- Fournir aux producteurs les informations techniques utiles et les appuis nécessaires à leur organisation.

Les chambres d'agriculture seront dotées de la personnalité morale et de l'autonomie de gestion. Trois (3) autres caractéristiques non moins importantes sont :

- Elles sont des organisations professionnelles c'est-à-dire qu'elles ne regroupent que des producteurs s'investissant principalement dans l'agriculture.
- Les chambres sont également représentatives car elles sont appelées à prendre en compte les différentes catégories du secteur.

Suite page 8

BOUGOURIBA - IOBA

Des nouvelles formes d'organisation paysannes

Des organisations paysannes inter-villageoises émergent ces dernières années dans les provinces de la Bougouriba et du Ioba.

Environ dix (10) organisations de ce type sont actives dans les différents départements.

Les circonstances de mise en place de ces structures sont particulières et souvent historiques. Des villages sont étroitement liés par le fait qu'ils partagent les mêmes origines ancestrales, c'est-à-dire le premier arrivant dans la région. Ceux-ci entreprennent ensemble depuis bien longtemps des activités de développement comme la construction d'une école, d'une maternité ou la réfection d'une route.

D'autres organisations sont nées dans le cadre d'initiatives individuelles de gens préoccupés par la résolution de problèmes dépassant le niveau villageois. C'est le cas de l'organisation inter-villageoise dénommée "Tewmalu" qui regroupe les villages de Dayéré, Tambiri, Tambirikpéré, Complian, Gbagba, Batiara dans le département de Dano. Ces villages sont côte à côte et subissent ces dernières années un phénomène de dégradation accélérée des terres.

Un groupe de paysans issus des six villages ont entrepris d'aménager leurs champs. Ils ont bénéficié pour cela d'un appui en formation, de la mission catholique. Cette activité a permis au groupe de mieux se structurer pour apprendre des méthodes d'organisation auprès des projets.

VARENA, projet de gestion des ressources naturelles, basé dans la région, a décidé de soutenir ces types d'organisations en mettant par exemple à la disposition de "Tewmala" une somme d'environ trois millions de francs pour l'aménagement de grandes superficies en cordons pierreux.

Un des plus grands avantages de cette forme d'organisation pour les villages réside dans le fait que ceux-ci arrivent à planifier et à exécuter des activités de gestion des ressources naturelles comme la délimitation et la matérialisation de pistes pastorales traversant plusieurs villages.

Les projets de gestion des ressources naturelles sont intéressés au plus haut niveau. La commission nationale de décentralisation suit également ce processus. C'est dans ce cadre qu'un premier protocole serait en voie de signature entre l'Association VARENA/ASSO, futur structure du projet VARENA et la Commission nationale de décentralisation (CND). Les termes du protocole portent surtout sur la formation des membres de ces organisations.

La reconnaissance juridique de ces structures est envisagée par les dirigeants de celles-ci. La forme associative est actuellement privilégiée.

Yacouba SANON
VARENA/Ioba
Bougouriba

**Vous voulez des informations ou partager vos expériences en matière de gestion des terroirs et des ressources naturelles, contactez-nous à l'adresse :
Nouvelles des Terroirs s/c PNGT 01 BP 1487 Ouagadougou 01 - Tél. 32 47 53/54 BURKINA FASO**

KOURITENGA

Les services techniques font un diagnostic participatif

Les services techniques (au nombre de 13) du Cadre de concertation Technique Provinciale du Kouritenga (CCTP) ont mené une étude-diagnostic en décembre 1997 dans 30 villages, en vue d'exécuter des activités de façon concertée. Ce diagnostic auquel ont pris part une vingtaine de membres du CCTP fait suite à l'atelier sur l'opération pilote d'intervention concertée, tenu du 28 au 31 juillet 1997 à Koupèla et qui a jeté les bases d'une intervention concertée dans la province.

Harmoniser les méthodes

Lors d'une des missions de supervision du Programme national de gestion des terroirs en mars 1997, la Banque mondiale, principal bailleur de fonds du programme, a proposé l'extension de l'approche gestion des terroirs sur tout le territoire. Pour ce faire et en guise de test, l'expérience a été menée dans la province du Kouritenga.

Le Programme national de gestion des terroirs a donc organisé un atelier de concertation entre les partenaires de développement du Kouritenga pour convenir d'une méthode de diagnostic commune, identifier les actions à mener dans le cadre de l'opération pilote et évaluer les besoins en ressources nécessaires.

L'atelier a recommandé l'utilisation de la méthode de diagnostic participatif de l'Unité Provinciale de Gestion Opérationnelle du Kouritenga et fixé la

couverture progressive de la province en 4 étapes, de 1997 à 1999 à raison d'un diagnostic commun de 40 villages par étape.

Le diagnostic participatif commun, supervisé par un Secrétariat Permanent, six équipes pluridisciplinaires de 4 membres du CCTP ont séjourné pendant 4 jours dans chaque village pour recueillir des informations sur le milieu naturel, ses potentialités, les contraintes au développement socio-économique, les actions que les populations proposent.

Le diagnostic financé par le projet de renforcement des structures d'appui aux Producteurs a permis aux différents intervenants de mieux connaître le milieu rural dans lequel ils interviendront plus tard. Il a permis d'améliorer la collaboration entre les services techniques et de mettre à leur disposition des données formalisées sous forme de rapport sur les villages diagnostiqués.

Les différents membres qui ont pris part au diagnostic ont exprimé leur satisfaction pour la réalisation du diagnostic tant dans son organisation que dans l'importance des données recueillies. Ces données serviront à l'ensemble des projets et ONG intervenant dans la zone. Ce qui facilitera une harmonisation des actions.

NIKIEMA S. Ferdinand
PNGT/UPGT/Kouritenga

Préservons nos ressources naturelles pour un avenir durable

VIE INSTITUTIONNELLE

• Elles sont enfin décentralisées pour permettre la participation de tous à tous les niveaux.

La mise en place du réseau des chambres d'agriculture obéira aux quatre étapes suivantes :

- 1) préparation et consultation des acteurs et partenaires ;
- 2) préparation et adoption des textes constitutifs des chambres d'agriculture ;
- 3) préparation et déroulement des élections ;
- 4) installation et mise en route des chambres d'agriculture.

Des rencontres sont prévues à tous les niveaux : villages, provinces, régions et même au niveau national. Des formations sont également prévues et l'achèvement du processus interviendra en décembre 1999.

La mission d'explication reçue à Manga a enregistré de nombreuses observations qui tournent autour des points suivants :

- La différence entre les chambres d'agriculture et les organisations paysannes.

- Le désarroi éventuel que peut provoquer cette nouvelle au sein des organisations paysannes existantes.

- Les expériences de mise en place de chambres d'agriculture dans la sous-région.

Notons que la mise en place des chambres d'agriculture entre dans la série de mesures accompagnant la mise en oeuvre du PASA.

Le processus bénéficie d'un appui important de la FAO qui accorde un grand intérêt à ce projet.

Abdoul Salam OUEDRAOGO
PDIZ/Manga

Faites connaissance avec la DVTT

La Direction de la vulgarisation et des transferts technologiques (DVTT) est l'une des quatre (4) Directions techniques du ministère des Ressources animales.

C'est une jeune direction dont la création est consécutive à l'érection en juin 1997 du ministère Délégué, chargé des Ressources animales (rattaché auparavant au ministère de l'Agriculture) en un département autonome.

La DVTT est au ministère des Ressources animales, l'homologue de la DVA (Direction de la Vulgarisation Agricole), au ministère de l'Agriculture.

Elle a pour mission la conception et la coordination à l'échelon national des méthodes de trans-

fert de connaissances dans les domaines de l'élevage et des ressources animales. Elle est en outre chargée d'apporter son concours à la dynamisation des associations et organisations d'éleveurs.

Pour mener à bien sa mission elle est dotée de deux (2) services : le service de la communication et le service de l'alphabétisation et de la formation. Le service de la communication assure la collecte, le traitement et la diffusion des informations. Le service de l'alphabétisation et de la formation s'occupe de la mise en oeuvre des méthodes et systèmes de vulgarisation pastorale.

Korotimi KOTE
DVTT

BOUGOURIBA

Des foyers rejettent les foyers améliorés

La non-prise en compte des valeurs culturelles locales freine la vulgarisation des foyers améliorés dans la province de la Bougouriba.

L'exclusion des hommes dans le projet est à l'origine du rejet de ces foyers "trois pierres" améliorés par de nombreux ménages. Dans cette localité et selon les traditions en vigueur, l'homme construit le foyer pour accueillir sa future épouse.

Le foyer est tout un symbole. Il est un aspect indissociable du processus de mariage chez les Dagara, Birifor et Lobi. C'est en quelque sorte une bague d'alliance que le futur époux offre à sa femme, quand il l'intègre dans sa famille. En tant que tel, le foyer ne peut être détruit que dans des cas de répudiation de la femme, synonyme de divorce.

En effet, il y a divorce (selon les coutumes) quand l'époux arrache ou casse le foyer qu'il a construit. La femme est alors contrainte de rejoindre sa famille. Son retour dans la famille de son mari ou ex-mari devient difficile au regard des nombreuses réparations à faire.

La femme mariée qui n'utilise pas le foyer construit par le mari pose un acte social grave généralement interprété comme un manque de respect vis-à-vis du mari et de la famille. Et si ce comportement perdure sans aucun règlement, le divorce peut intervenir.

Pire encore, une femme dont le foyer est cassé aura du mal à trouver un autre mari dans la même localité. Par contre, si elle est répudiée par suite de dispute avec son mari, elle peut revenir si le foyer n'est pas cassé.



Or, la vulgarisation des foyers améliorés vise à remplacer les foyers traditionnels.

De plus, le public-cible est exclusivement composé de femmes avec des femmes animatrices.

Erreur d'approche

L'objectif "un ménage, un foyer amélioré" n'a pas atteint son objectif dans la Bougouriba.

Les tentatives de justifier l'échec des foyers améliorés par l'abondance des ressources ligneuses ne sont pas convaincantes. Le fond du problème reste la non-prise en compte de cette dimension culturelle.

La valorisation des données culturelles aurait permis sans doute de mieux négocier cette insertion des foyers améliorés à travers une approche prenant en compte les intérêts des différents groupes sociaux (hommes, femmes, vieux, jeunes).

On le voit très bien, la méconnaissance de la dimension culturelle des foyers dans la Bougouriba a constitué un blocage dans la vulgarisation des foyers améliorés.

En revanche si les foyers "trois pierres" améliorés ont échoué, l'expérience des foyers dolo s'avère concluante.

Ces derniers se répandent de plus en plus dans les départements de Dolo, Bondigué et Diébougou. Cette motivation autour de ces foyers dolo,

même si elle est en partie justifiée par des considérations économiques, s'explique aussi par le fait que leur utilisation n'entrave aucunement les pratiques culturelles de la société traditionnelle. A la lumière de cette expérience, l'implication des populations dans le diagnostic de leur milieu, dans la conception et la réalisation des projets s'avère indispensable pour la réussite des différents projets de développement.

K. Gervais SOMDA
PNGT/UPGO/Bougouriba

KENEDOUGOU

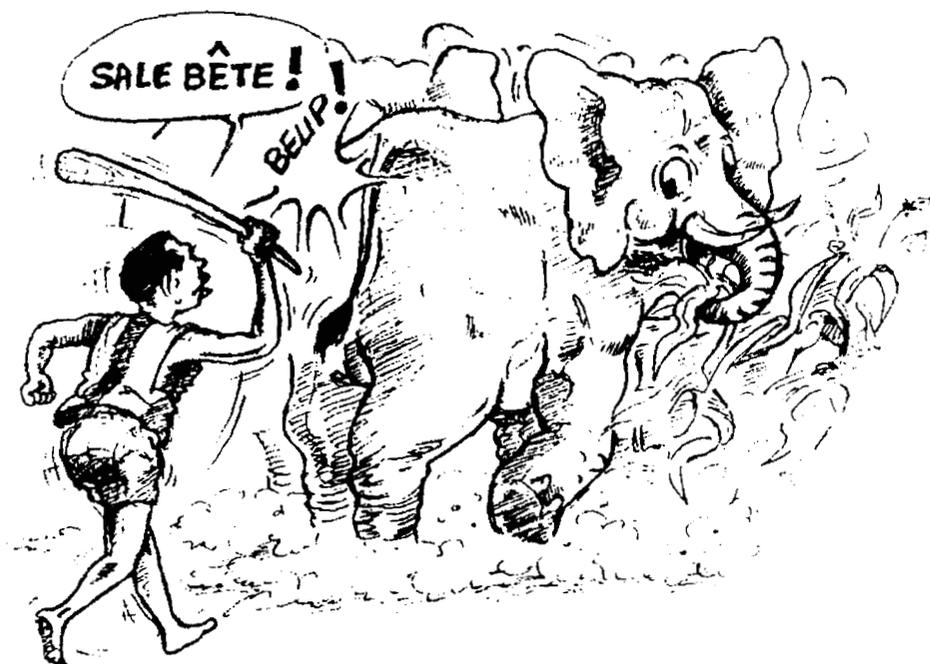
A Samorogouan, des éléphants ravagent des champs

Le département de Samorogouan, situé à environ 50 km du chef-lieu de la province du Kéné Dougou, Orodara, a connu des dégâts causés par des éléphants dans les champs de maïs et de coton de certains exploitants agricoles. Le niveau actuel de la pratique de

la culture attelée (taux d'utilisation environ 80%), dans la zone centrale de Kéné Dougou, a amené les producteurs à cultiver des champs dont les superficies avoisinent 15 à 20 ha en moyenne. Ces zones emblavées empiètent en partie sur un couloir de passage d'éléphants qu'ils empruntent pour transiter vers la Côte d'Ivoire, à la recherche d'un habitat écologique approprié.

La recherche de solutions éventuelles pourrait aboutir à une délimitation d'un couloir de passage d'éléphants. En attendant cette solution, ces éléphants ont créé des conflits entre agriculteurs et les autorités compétentes de la localité.

Gilbert HIEN
UPGO/PNGT/Kéné Dougou



— GOROM-GOROM —

La mare d'Oursi se meurt

Les activités de protection des berges de l'unique grande mare du département de Oursi, province de l'Oudalan, connaissent un ralentissement perceptible sur le terrain. Cette mare d'Oursi constitue une importante réserve en eau ans le Sahel, notamment pour le bétail. Malheureusement, elle fait l'objet d'ensablement depuis quelques décennies ; lequel ensablement est accéléré par la présence de dunes de sable vivantes dans les environs immédiats de cette mare.

Des aménagements ont été réalisés par un projet pilote financé par la FAO, afin d'endiguer l'avancement du sable. Aujourd'hui, le service provincial de l'Environnement et des Eaux et Forêts de Gorom-Gorom a pris la relève pour la suite des travaux d'aménagement et ceci depuis la fin du projet pilote de la FAO. Des résultats certains sont atteints, tels que des séries de reboisement constituant une véritable ceinture verte et des travaux de fixation des dunes vivantes.

Mais l'insuffisance de moyens ne permet pas aujourd'hui au service de l'Environnement de poursuivre efficacement ces aménagements de protection des berges de la mare d'Oursi et de fixation de dunes vivantes. Toutefois, il est souhaitable d'engager des réflexions sérieuses afin de trouver des moyens nécessaires pour la conservation des acquis actuels et la poursuite des aménagements de protection des berges de la mare, unique réserve importante en eau dans le Sahel et poursuivre également la fixation des dunes vivantes.

Gilbert HIEN
UPGO/PNGT/Kéné Dougou

— GNAGNA —

Des bœufs noyés dans la Faga

Un éleveur de la région de Samboandi (province de la Gnagna) a perdu 46 bœufs noyés dans la Faga, un affluent du fleuve Niger, courant fin juillet 1998, alors qu'il tentait de les faire traverser sur un pont construit par l'ONBAH sur le même cours d'eau. De retour d'une transhumance dans les provinces du Gourma et de la Kompienga qui a duré 4 mois, l'éleveur a trouvé le cours d'eau en crue et n'a pas pu s'impatienter 2 ou 3 jours malgré les conseils de certains témoins.

Il a réussi à faire traverser un premier troupeau d'une soixantaine de bœufs, mais a échoué avec le second, composé de 50 bœufs dont 46 ont péri bloqués par les ferrailles du pont submergé à 1,5 m sous l'eau.

Après une journée d'hésitation, l'infortuné éleveur s'est résolu à donner les animaux morts aux populations des villages environnants.

Quelle perte pour cet éleveur !

Marcel TINDANO
UPGO/PNGT/Gnagna

— SAHEL —

Des producteurs contre l'école

Certains producteurs du Sahel refusent de scolariser leurs enfants parce que les déflatés de l'école ne veulent plus pratiquer l'élevage et/ou l'agriculture. Les anciens élèves au Sahel consacrent en effet la majeure partie de leur temps à "siffler" le thé, à jouer

aux cartes ou encore au damier dans une ambiance bien rythmée de musique.

Pendant ce temps leurs parents affaiblis par la vieillesse parcourent péniblement des dizaines de kilomètres chaque jour pour conduire leurs troupeaux ou pour aller travailler dans leurs champs.

Ceci explique aussi pourquoi au Sahel le taux de scolarisation est de 7% soit un des plus faibles du pays. Les filles sont trois (3) fois moins scolarisées que les garçons au primaire et six (6) fois moins au secondaire.

Les raisons de ce faible taux ont pendant longtemps été attribuées principalement aux éléments suivants:

- Insuffisance des infrastructures scolaires ;
- Coût élevé des frais de scolarisation ;
- Mobilité d'une partie de la population surtout des éleveurs nomades.

Les mêmes raisons ont encore été évoquées pendant l'atelier régional du Sahel tenu le 28 juillet 1998 au Centre de promotion rural (CPR) de Djombga dans la province du Séno, mais les solutions sont encore à rechercher.

K. Isidore ZOMA
DVA/Ouagadougou

ZOUNDWEOGO

70 agents de terrain formés à l'approche genre et développement

Les agents du projet de développement intégré du Zoundwéogo (PDI/Z) et ceux des services techniques ont bénéficié d'une série de sessions de formations au cours du mois de juin et juillet 1998 dans le but de les outiller pour un meilleur encadrement

des communautés de bases.

Les bénéficiaires, au nombre de 70, étaient issus des services provinciaux de l'agriculture, des Ressources animales, de l'Environnement et des Eaux et Forêts et de l'Action sociale.

Le contenu a porté sur :

- l'historique de l'approche ;
- la revue des concepts ;
- l'analyse des pratiques ;
- les outils et méthodes de l'approche genre.

Les bénéficiaires, tout en reconnaissant la justesse des buts visés par l'approche, ont relevé deux facteurs qui limitent l'application effective de la démarche :

- l'insuffisance de concertation entre les différents intervenants sur le terrain ;
- la forte influence des démarches programmation des services techniques pour le niveau central.

Les structures d'intervention sont invités à conjuguer leurs efforts pour minimiser ces insuffisances.

Abdou Salam
PDI/Z/Manga

Une journée de concertation des projets GT/GRN aura lieu du 29 septembre au 1^{er} octobre 1998 à Ouagadougou.

Elle regroupera les différents intervenants du monde rural notamment les projets, les ONG, les services d'encadrement régionaux et provinciaux, les directions centrales chargées du développement rural et les producteurs des différentes zones d'intervention.

Les échanges porteront sur la planification locale, le financement des projets villageois et le suivi - évaluation.

L'objectif de cette concertation est de définir les orientations communes afin d'harmoniser les approches d'intervention.

Mouhamed DRABO
PNGT/UPGO/Houet

BOUGOURIBA-IOBA

Un forum pour les organisations paysannes

Une série de formations en montage des dossiers de micro-projets organisées par l'Association VARENA-ASSO se déroule du 06 août au 30 septembre 1998 dans les provinces de la Bougouriba et du Ioba. Les organisations inter villageoises de 9 départements : Uouéguré, Dano, Oronkua, Dissin, Zambo, Ouessa, Niego, Diébougou, Tiankoura, prennent part à ces formations.

Elles consistent à fournir aux paysans, des outils et méthodes d'élaboration des dossiers de micro-projets en langue locale ou en français. Les formations sont animées par des personnes ressources paysannes et des membres de l'Association. Elles rentrent dans le cadre de la préparation du prochain Forum en octobre 1998.

Le Forum est un cadre d'échange, de décision, animé par les paysans, et regroupant les représentants d'organisations paysannes, les services techniques, et le principal bailleur de fonds VARENA. A cette occasion, les activités planifiées par les villages bénéficient ou non de financement pour leur réalisation.

Le budget du Forum est constitué cette année de la subvention du projet VARENA et de la contribution financière des organisations qui présentent un dossier de micro-projet. Pendant quatre jours, les paysans vont défendre les micro-projets vitaux devant d'autres paysans et pourront bénéficier du soutien complémentaire à leur réalisation.

Yacouba SANON
VARENA/Ioba/Bougouriba

GNAGNA

Des producteurs exécutent leurs micro-projets

Un atelier organisé par le PNGT/Gnagna a permis aux producteurs de Boguissi (département de Thion) et de Bombonyenga (département de Manni) de faire le bilan d'exécution de leurs micro-projets réalisés sous forme de test d'exécution directe (T.E.D), le 28 août 1998 à Bogandé.

Le bilan a porté sur la construction d'un centre permanent d'alphabétisation et de formation (CPAF) et sur la réalisation de 40 ha de cordons pierreux, dans le cadre de la responsabilisation villageoise.

Les participants ont pu tirer des enseignements dignes d'intérêts à travers les acquis, les limites, les difficultés rencontrées dans l'exécution de chaque micro-projet. Ils ont pu faire des suggestions pour le futur en vue de l'amélioration des T.E.D.

L'atelier était destiné aux partenaires (administration, agents, d'agriculture, secteur privé...) travaillant dans la province de la Gnagna et ayant apporté leur appui aux producteurs, dans l'exécution des micro-projets. Il a été animé par monsieur Kagambèga Adama, Sociologue, membre de l'Equipe Mobile Pluridisciplinaire de l'UPGO/PNGT/Kouritenga.

Marcel TINDANO
UPGO/PNGT/Gnagna



Comment confectionner un niveau à eau ?

Le niveau à eau est un instrument qui permet de déterminer les courbes de niveau afin de mieux disposer les moellons, dans la mise en place de cordons pierreux. Sa fabrication nécessite peu de moyen et son utilisation est à la portée de tous.

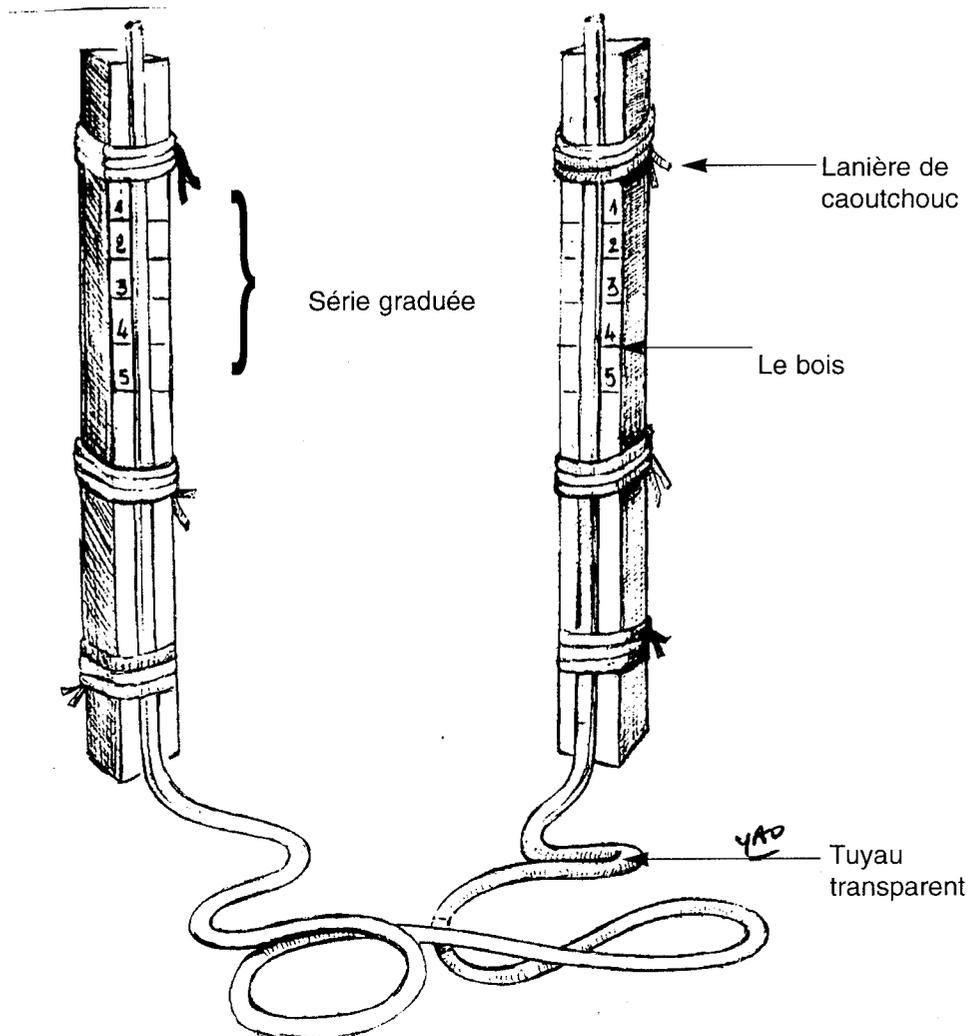
La confection d'un niveau à eau nécessite l'acquisition :

- De deux bouts de bois d'une longueur variant entre 1,50 et 1,70 m
- D'un tuyau plastique transparent ayant entre 6 et 10 mm de diamètre intérieur.
- Des lanières de caoutchouc de vieilles chambres à air.

Graduer sur les deux bouts de bois une série de lignes allant de 1 à 5 cm. Ces séries de lignes sont tracées simultanément sur les deux bouts de bois joints côte à côte et posés sur une surface plane. En face de chaque numéro, placer des points correspondants à la valeur du chiffre, il est préférable de laisser une marge de 10 cm au-dessus de la série de lignes numérotées. Fixer le tuyau plastique sur les deux bouts de bois à l'aide des lanières de caoutchouc à 3 endroits.

Au-dessus juste après la série numérotée ; au milieu et au bas du bout de bois laisser pendre 5 cm de tuyau au sommet des bouts de bois.

Le niveau à eau



Comment exploiter votre niveau à eau ?

- 1** Dérouler le tuyau et le poser sur le sol, en le tendant si possible.
- 2** Placer un récipient d'eau à un niveau plus haut. Plonger l'un des bouts de tuyau, aspirer l'eau dans le tuyau par un des bouts.
- 3** Veiller à ce que l'air ne pénètre pas à l'intérieur du tuyau pendant l'aspiration. Dégager les bulles éventuellement.
- 4** Placer les deux bois côte à côte, bien dressés sur une surface plane, évacuer assez d'eau jusqu'à ce que les niveaux soient entre les lignes de repères 1 à 5.
- 5** S'assurer que les hauteurs d'eau indiquent la même ligne sur les deux bouts de bois. Le contraire indique la présence de bulles d'air. Après le remplissage du tuyau transparent et l'obtention de l'équilibre voulue, on procède alors sur le site à la recherche des courbes de niveau proprement dites.
- 6** Placer un bois sur le point de départ, et balader l'autre bois à distance jusqu'à ce que les deux niveaux d'eau contenus dans le tuyau s'ajustent aux mêmes lignes de marquages indiquant ainsi des points d'un même niveau.
- 7** Tracer une ligne entre les deux points constitués par les positions des deux bouts de bois. Le second bois reste stationnaire tandis que le porteur du premier bois évolue et procède à la détermination du troisième point de la courbe de niveau.
- 8** Procéder ainsi jusqu'à définir la courbe sur une longueur suffisante. Procéder à d'autres traçages si nécessaires.
- 9** Observer les lignes. Deux lignes peuvent se côtoyer de très près mais jamais se toucher ni se croiser. Auquel cas il y aurait erreur.

Recommandations

Pour l'aménagement d'un nouveau site, toujours commencer par déterminer la courbe désirée la plus élevée et procéder ensuite à la détermination des autres en aval. Si des passages d'eau (rigole ravin) existent, commencer le traçage le long du ravin le plus important et travailler en s'écartant de lui sur un côté et ensuite sur l'autre. Cela permet de voir l'exactitude de l'espacement et de son uniformité là où l'eau d'écoulement tend à se gonfler. L'utilisation du niveau à eau nécessite la présence d'au moins deux personnes. Elle permet de traiter de grandes superficies en peu de temps.

Mohamed DRABO
UPGO/PNGT/Houet

(Extrait de
"La gestion des eaux de ruissellement")
Peter WRIGHT (OXFAM)

■ **Une retenue d'eau** d'une capacité de 1 400 000 m³ a été construite à Kadomba, village situé dans le Département de Satiri (province du Houet). Sa réalisation a été possible grâce au PNGT. Cette retenue d'eau résoudra de manière significative le problème d'eau identifiée par les villageois lors du diagnostic conjoint. Et permettra la mise en place d'autres activités telles que la pêche et la culture maraîchère afin de procurer des revenus aux paysans.

■ **Une formation des acteurs** de la GT/GRN sur les techniques d'élaboration et de confection des outils de communication de proximité s'est tenue du 30 mars au 17 avril 1998 à Koudougou. Elle a vu la participation de différents services et partenaires du développement rural. Ce sont : PDI/Z Manga - PNGT ; VARENA ; CES/AGF Passoré - DVA - DVTT - PATECORE - PDR/Bougou.

Les bénéficiaires de la formation ont pu produire des cassettes audio, des livrets, des boîtes à images et des séries diapo : sur les thèmes : production et utilisation de la fumure organique, fauche et conservation du foin.

Les exemplaires de ces différents documents sont disponibles auprès des services et projets qui ont participé à ladite formation

Mouhamed DRABO
UPGO/PNGT/Houet



La ruée vers l'or dans le IOBA et dans la Bougouriba

La découverte de l'or dans les villages AVV (V3 et V4) est à l'origine du branle bas des populations vers le site.

En moins d'un mois de découverte la population de la localité est estimée à plus de 15000 habitants.

Selon les informations recueillies, c'est un exploitant agricole migrant qui a découvert cette denrée rare. Il l'exploitait à ciel ouvert et la revendait à Houndé. C'est au cours d'une de ses ventes que les acheteurs l'auraient obligé à montrer le site.

L'exploitation est encore artisanale et non organisée. Cela a pour conséquence immédiate, la destruction du couvert végétal, la pénurie alimentaire, la prostitution, la drogue, le banditisme et la flambée des prix sur les produits de premières nécessités dans les villes de Dano et de Diébougou.

Face à cette situation, les autorités locales et nationales doivent conjuguer leurs efforts pour assurer la sécurité des exploitants sur le site, et des populations environnantes à travers une meilleure organisation de l'exploitation.

Gervais K. SOMDA
PNGT/UPGO/Bougouriba



Les communicateurs en GT/GRN vous informent du mariage d'un de leurs membres, Monsieur SANON Yacouba (Projet VARENA) le Samedi 29 Août à Ouagadougou SANON Yacouba a dit oui à la belle Marina Elodie LINGANI. Le nouveau couple agrandit du coup le cercle des communicateurs en GT/GRN. L'ensemble des communicateurs leur souhaite heureux ménage et que leur liaison nous donne de jolies "bébé communicateurs".

DABOU Alex
PNGT/UGF/Bougouriba

LES CORDONS EN PIERRES

Les cordons en pierres sont très répandus au Burkina Faso. La facilité de leur mise en place et certains avantages liés à leur fonctionnement constituent peut être les principales causes de cette diffusion. Il n'empêche que de certaines précisions sur leurs caractéristiques et leur fonctionnement permettraient d'accroître leur performance.

I. DEFINITION

On désigne par cordons pierreux, des dispositifs anti-érosifs constitués de blocs de moellons assemblés par séries de deux (2), trois (3) ou plusieurs à la fois. C'est un "chapelet" de cailloux moyens disposés le long d'une courbe de niveau.

On distingue les cordons à trois pierres, les cordons à pierres dressées :

- Les cordons à trois (3) pierres sont des réseaux formés essentiellement de la juxtaposition de trois pierres dont deux forment la base de l'ouvrage et la troisième assure la voûte. Des petits cailloux sont utilisés comme "bourratif" et jouent également le rôle de filtre.

- Les cordons à pierre dressées sont constitués d'une pierre dressée soutenues par une pierre plate couchée en aval.

II. NORME TECHNIQUES ET CARACTERISTIQUES

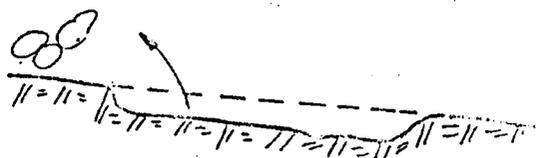
Les cordons en pierres sont des ouvrages de petites dimensions. Ils sont confectionnés avec des pierres polyformes. les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Hauteur moyenne des cordons	20-30 cm
- Empire au sol :	10-15 cm
- Largeur en crête :	15-25 cm
- Ecartement séquentiel:	20-50 m
(entre deux cordons, variable suivant la pente)	

La longueur totale d'un cordon dépend essentiellement de celle de la parcelle à traiter. On peut aussi segmenter les cordons dans une parcelle à cause de certaines opérations culturales ou pour faciliter le passage. Dans ces conditions on placera des partiteurs d'eau

Cordons en Trois Pierres -étapes de construction-

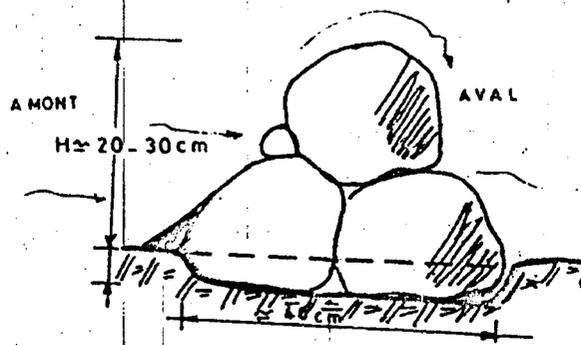
1. Etapes: Décapage



2. Etape: Pose pierres de base



3. Etape: Pose pierre de crête



(intercalaires) au niveau de la rupture du cordon en amont et en aval.

Au niveau des chemins, on devra réaliser des pentes douces, pentes à l'amont et à l'aval pour permettre de faciliter la circulation et de protéger l'ouvrage.

III. FONCTIONNEMENT

Les cordons pierreux sont utilisés sur des terrains à pente faible ou moyenne. ce sont des dispositifs de contrôle de ruissellement. Ils favorisent la sédimentation et l'infiltration. Ils permettent d'uniformiser la répartition de l'eau dans la parcelle. Son rôle de filtre et sa stabilité peuvent être améliorés par association de mesures biologiques (enherbement, haie vive etc...)

s'agit d'ouvrage filtrant. Il n'en demeure pas moins que la sédimentation réduit ce rôle de filtre à long terme ainsi on peut remarquer des points de concentration d'eau sur le dispositif lorsque les courbes de niveau ne sont pas respectées.

Les travaux d'entretien des cultures devront se faire à une distance d'environ 30 cm de part et d'autre de l'ouvrage pour permettre sa fixation.

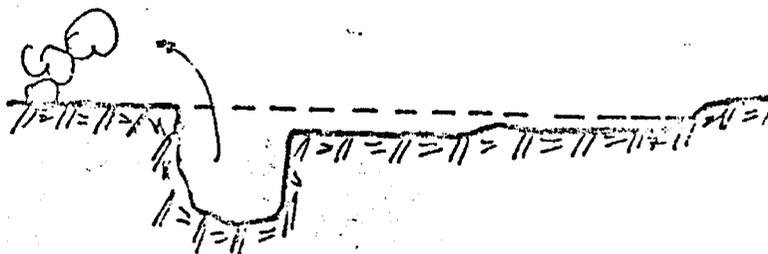
IV. CONCLUSION

La mise en place de cordons pierreux fonctionnels nécessite un minimum de respect des courbes de niveaux. S'il est vrai qu'il

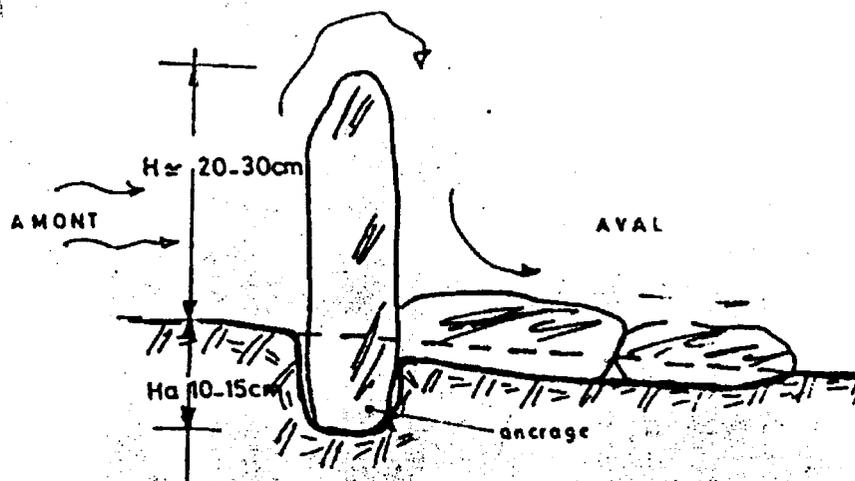
KABORE Adama
PATECORE/Kongoussi
Source PATECORE

**Cordons
en pierre dressé**
- étapes de
construction

1. Etape : fouilles



2. Etape : pose pierre dressé et blocs aval



JEUX & DETENTE

Humour

La leçon du tir

Dans un champ de tir, un Sergent d'un régiment apprend aux caporaux à tirer sur la cible.

La plupart des caporaux voient leurs balles passer loin de la cible. Las de répéter les conseils qu'il donne, le Sergent s'énerve, prend une des armes et tire en direction de la cible. Malheureusement, la balle passe loin de la cible. Alors, il se retourne vers les caporaux et dit :

- Voilà ce qu'il ne faut pas faire.

Il tire une seconde fois en direction de la cible mais cette fois la balle passe encore plus loin de la cible. Il se retourne vers les caporaux et dit :

- Voilà ce que d'autre font.

Il tire une troisième fois en direction de la cible mais cette fois-ci, la balle traverse le milieu de la cible. Il se retourne alors vers les caporaux et déclare :

- Voilà ce qu'il faut faire.

S. Ferdinand NIKIEMA
PNGT/UPGO/Kouritenga

* Un monsieur observait depuis plus d'une heure, un fou assis au bord d'une piscine en train de goûter à l'eau. Il s'approche du fou et lui demanda :

- Mais mon vieux cela fait une heure que je te regarde boire l'eau de la piscine et la cracher ensuite. Qu'est ce qui se passe ?

Et le fou de répondre :

- J'ai mis un carreau de sucre dans cette eau et depuis lors elle n'est pas sucrée.
- Mais c'est normal ! Dit le monsieur, il faudrait d'abord remuer avant d'avoir le goût sucré.

* Un capitaine demande à un soldat :

- Qu'est-ce que la guerre froide ?

Le soldat :

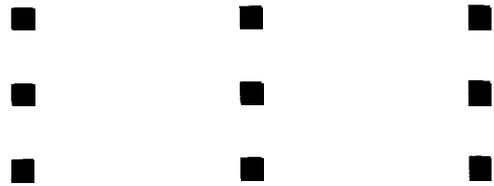
- La guerre froide, mon capitaine, est une guerre qui se passe en Europe pendant l'hiver et en Afrique pendant l'harmattan.

Jeux devinette

- Comment les Chinois appellent l'ascenseur ?
- Quel est l'animal qui marche sur la tête ?

Mouhamed DRABO
PNGT/UPGO/Houet

Relier les neuf (9) points ci-dessous en quatre (4) lignes droites sans lever la main, ni revenir sur les lignes déjà tracées.

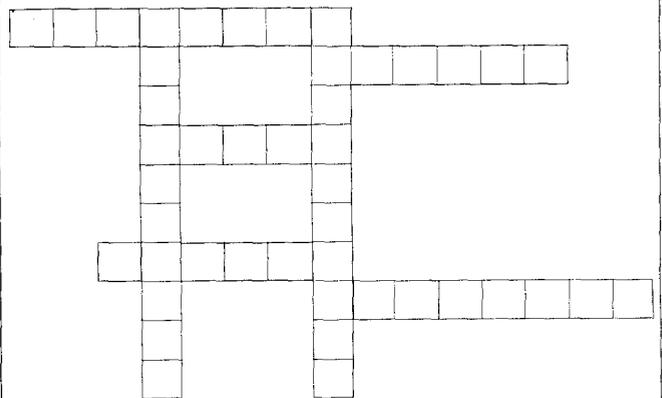


Michel Comboïgo
PDR/Boulogou

Sourire du mois



Remplissez le scrabble avec les mots suivants :



Pêcher - Collines - Erosion - Tours - Naturelles -
Amenager - Ressources



*Sécurisons notre avenir et celui de nos enfants
par une gestion rationnelle de nos ressources naturelles*

Programme National de Gestion des Terroirs PNGT
01 BP 1487 Ouagadougou 01 Tél. 32 47 53/54
Fax : 31 74 10

Objectifs

Arrêter et renverser le processus de dégradation ressources naturelles en vue d'assurer une croissance agricole durable, de restaurer la diversité biologique et de gérer de façon pérenne les forêts et la faune.

Domaines d'intervention

- Identification, élaboration et mise en œuvre de plans complets de gestion de terroirs dans les provinces de la Gnagna, du Kouritenga et du Kéné Dougou, représentant différentes zones agro-écologiques, différents groupes sociaux et ethniques du pays.
- Elaboration et mise en œuvre dans les provinces de la Bougouriba et du Houet, de plans de gestion combinés des forêts classées et des terroirs environnants ;
- Appui technique à des opérations de gestion des ressources naturelles en cours dans 18 provinces ;

- Création d'un système de suivi de l'environnement au niveau national et d'un système de suivi d'impact au niveau du projet
- Développement et valorisation des ressources humaines à travers la formation
- Gestion et études

Réalisations entreprises

- L'organisation et la responsabilisation villageoise
- Les aménagements agro-sylvo-pastoraux
- Les actions de conservation et de restauration de la fertilité des sols
- Le désenclavement routier
- L'exploitation et la gestion participatives des patrimoines (forêts classées, faunes...)
- Les infrastructures socio-économiques.